

## EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 20 juin 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 30 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Roland GIBERTI représenté par Roland MOUREN.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Eric LE DISSÈS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

### DEA 007-6182/19/BM

#### ■ **Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée et d'avenants relatifs à la réalisation par les communes d'équipements relevant de la compétence Assainissement des Eaux Pluviales**

#### **MET 19/11142/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

Signé le 20 Juin 2019  
Reçu au Contrôle de légalité le 03 juillet 2019

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 4 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées, de 3 nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, de 6 avenants concernant 9 communes du Territoire du Pays Salonais et 17 opérations au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

Les conventions et avenants sont présentés dans les tableaux récapitulatifs joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Signé le 20 Juin 2019**  
**Reçu au Contrôle de légalité le 03 juillet 2019**

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion de quatre nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées, de 3 nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, de 6 avenants concernant 9 communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée, avec la commune de Lamanon, portant sur l'opération suivante :

- Requalification de la « Grand'Rue » :

L'opération consiste en l'aménagement et la mise aux normes de la « Grand'Rue » comprenant la création d'un réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des études et des travaux s'élèvent pour la part pluviale à : 33 468,00 euros TTC

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°18/0583, ci-annexé, avec la commune de Lamanon, portant sur l'opération suivante :

- Requalification de la RD72f :

Le présent avenant a pour objet de modifier le plan de financement prévisionnel et le planning de réalisation des travaux initialement programmés en 2018.

Le coût final des travaux s'élevant pour la part pluviale à la somme de 14 920.50 euros TTC au lieu de 38 120.04 euros TTC initialement prévu.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée, avec la commune de Sénas, portant sur l'opération suivante :

- Aménagement du centre-ville :

L'opération consiste à la requalification du centre-ville comprenant l'aménagement du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des études et des travaux s'élèvent pour la part pluviale de cette opération à : 47 573,00 euros TTC.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Rognac, portant sur les opérations suivantes :

- Boulevard du Vallat de la Chapelle :

Les travaux concernent la réparation du réseau pluvial du Boulevard du Vallat de la Chapelle sur 20 mètres linéaires.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 17 072.46 euros TTC

- Montée du Belvédère :

Les travaux concernent la création du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 94 543,29 euros TTC

**Article 5 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°18/0810, ci-annexé avec la commune de Rognac, portant sur l'opération suivante :

- Dans le cadre de l'aménagement du réseau pluvial situé sur le Boulevard Frédéric Mistral à Rognac, il est apparu nécessaire de valoriser le montant des travaux de 3 937,76 euros TTC.

Le coût final des travaux s'élevant pour le part pluvial à la somme de 99 937,76 €/TTC.

**Article 6 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°18/0816, ci-annexé, à conclure avec la Commune de Velaux, portant sur les opérations suivantes :

- Dans le cadre de l'aménagement du réseau pluvial situé sur les avenues Andraud et République, sur la commune de Velaux, il est apparu nécessaire de réajuster le plan de financement prévisionnel et le planning des travaux.

Les montants des travaux et le phasage des demandes de remboursement sont réajustés sur les années 2019 et 2020, comme suit :

- 59 661,00 euros TTC pour l'année 2019

- 49 054,58 euros TTC pour l'année 2020

Soit un total de 108 715,58 euros TTC.

**Article 7 :**

Est approuvée la convention de Maitrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée avec la commune de La Fare les Oliviers, portant sur les opérations suivantes :

- Moulin du Pont :

Les travaux concernent la réfection du fossé du Moulin du Pont.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 11 374,00 euros TTC

- Décanteur lamellaire – bassin de rétention St Exupéry :

Les travaux concernent la réhabilitation du décanteur lamellaire et du bassin de rétention de St Exupéry.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 75 600,00 euros TTC

- Chemin des Ferrages :

Les travaux concernent la création du réseau pluvial

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 6 948,00 euros TTC

**Article 8 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée avec la commune de Mallemort, portant sur l'opération suivante :

- Rue Joliot Curie :

Les travaux concernent la réfection complète de la voirie.

Le montant prévisionnel des travaux pour la partie pluviale s'élève pour cette opération à : 180 000,00 euros

**Article 9 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Lançon-Provence, portant sur les opérations suivantes :

- RD19 Av de la 1ère armée :

L'opération consiste en la création d'un réseau pluvial pour neutraliser l'inondation d'un riverain;

Le montant prévisionnel s'élève pour cette opération à : 26 436,00 euros TTC

- Boulevard des Oliviers (Val de Sibourg):

L'opération consiste à redimensionner des réseaux pluviaux;

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 20 803,20 euros TTC

**Article 10 :**

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°19/023, ci-annexé avec la commune de Lançon-Provence, portant sur les opérations suivantes :

- Chemin des Pinèdes :

Dans le cadre de l'aménagement de l'extension du réseau pluvial situé sur le chemin des Pinèdes, sur la commune de Lançon-Provence, il est apparu nécessaire de réajuster le plan de financement prévisionnel ainsi que le planning de réalisation des travaux.

Les montants des études, des travaux et le phasage des demandes de remboursement sont réajustés, comme suit :

- Pour la Maîtrise d'œuvre : 1 706,40 euros TTC
- Pour les travaux : 63 602,40 euros TTC

Signé le 20 Juin 2019  
Reçu au Contrôle de légalité le 03 juillet 2019

Soit un total de 65 308,80 euros TTC

**Article 11 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Pélissanne, portant sur l'opération suivante :

- Rue Puits de Roubion:

L'opération consiste en la création d'un réseau pluvial;

Le montant prévisionnel s'élève pour cette opération à : 34 999,00 euros TTC

**Article 12 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée N°19/0056, ci-annexé avec la commune de Pélissanne, portant sur les opérations suivantes :

- Dans le cadre de l'aménagement du réseau pluvial situé sur la rue Eugène Pelletan, sur la commune de Pélissanne, il est apparu nécessaire de réajuster le plan de financement prévisionnel et le planning de réalisation des travaux.

Le phasage des demandes de remboursement est réajusté comme suit :

- 33155 euros TTC pour l'année 2019
- 68 154 euros TTC pour 2020
- 8 875 euros TTC pour 2021

Soit un total de 110 184,00 euros TTC.

**Article 13 :**

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°18/0901, ci-annexé avec la commune de Berre l'Etang, portant sur l'opération suivante :

- Dans le cadre de la rénovation et la création du réseau pluvial situé au Hameau de Mauran, sur la commune de Berre l'Etang, il est apparu nécessaire de réajuster le plan de financement prévisionnel et le planning de réalisation des travaux.

Le phasage des demandes de remboursement est réajusté sur les années 2019 à 2023, comme suit :

- 94 752,00 euros TTC pour les années 2019 à 2022
- 72 492,00 euros TTC pour l'année 2023

Soit un total de 451 500,00 euros TTC.

**Article 14 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions et les avenants susmentionnés et ci-annexés.

**Article 15 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 16 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Opération n° 2018301500 - Nature 21538 - Fonction 734.

La recette correspondante sera constatée au Budget BPF 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,  
Le Vice-Président Délégué  
Eau et Assainissement  
GEMAPI

Roland GIBERTI